

# La question de l'Afghanistan

Au lendemain des émeutes de Kaboul, en février, dans l'*Humanité* : «*Voitures et bus brûlés, magasins pillés, vitrines brisées, dégradations et incendies, meurtres : la violence de ceux qui manifestaient contre le gouvernement a fait peur. Ils sont moins apparus comme des militants islamiques que comme de vulgaires bandits*». Quelques jours plus tard, interview, toujours dans l'*Humanité*, du général Azhar, chef des forces de sécurité du gouvernement Karmal : «*Les rebelles agissent comme de vulgaires bandits, tuant des familles entières, brûlant les écoles et les coopératives, provoquant un terrorisme aveugle et destructeur*». Bref, la résistance n'est qu'un ramassis de tueurs, et les quelques mouvements de protestation enregistrés en février, mars, avril et mai ne sont dûs qu'aux menaces provenant de ces bandits.

Présenter les résistants comme des bandits sans foi ni loi, des «*terroristes*» qui pratiquent la violence aveugle, tout cela n'est pas très nouveau. Les porte-parole des impérialismes, sous toutes les latitudes, emploient ces mêmes mots pour discréditer ceux qui luttent pour leur indépendance.

La réalité, on s'en doute, est toute autre : aucun témoin, pas même Martine Monod n'a pu faire état de populations allant demander la protection des troupes soviétiques pour faire face aux «*terroristes*». Par contre, des milliers de paysans sont partis se réfugier dans les montagnes, avec les résistants justement, pour échapper aux opérations de ratissage effectuées par les Russes.

Le gouvernement Karmal est largement admis par les masses. Les réfugiés installés à la frontière pakistanaise sont surtout des gens qui fuyaient le régime Amin. Comprenant le changement, ils rentrent petit à petit (*Humanité* du 2 avril).

Aucun signe ne permet d'indiquer qu'un retour des réfugiés vers l'Afghanistan s'amorce. Au contraire, les chiffres fournis par le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations Unies semblent plutôt indiquer une progression constante du flux des réfugiés vers le Pakistan. Le H.C.R. fournit le chiffre de plus de 750 000 réfugiés afghans enregistrés dans les seuls camps du Pakistan, au début du printemps 1980. Ce chiffre pourrait atteindre le million avant la fin de l'année, auquel il faut ajouter les Afghans réfugiés en Iran. Le nombre des réfugiés au Pakistan est passé de 400 000 en novembre 1979 à 750 000 en mars 1980, soit près du double en 14 mois. Ces chiffres suffisent à démontrer que l'exode n'est pas le seul fait du régime précédent, celui d'Amin, mais bien de l'intervention militaire massive de

Dans le même ordre d'idée, le PCF développe aujourd'hui l'argument : «*C'est dans les milieux les plus incultes que les contre-révolutionnaires peuvent trouver appui. Par contre, la jeunesse scolarisée, issue du peuple depuis les mesures de 1978, se mobilise pour défendre la révolution. Par centaines, les lycéens et les étudiants de Kaboul ont pris les armes à l'appel du gouvernement Karmal*». Outre le fait que des témoins, selon l'agence de presse indienne PTI, rapportent que des rafles ont eu lieu la nuit pour enrôler de force des jeunes dans l'armée, rappelons que les récentes manifestations anti-soviétiques, à Kaboul, ont précisément été le fait de la jeunesse scolarisée.

l'URSS, dont les bombardements au phosphore, napalm et bombes à fragmentation et l'utilisation de gaz ont provoqué l'exode massif des populations. Depuis l'installation du régime de Karmal par l'URSS, les Afghans fuient leur village dévasté au rythme de 100 000 par mois ! Un exemple cité par le représentant de la section française de la Ligue Internationale des Droits de l'Homme, de retour de mission en Afghanistan, est édifiant à ce sujet. Il a rapporté que fin janvier 1980, les bombardements soviétiques qui ont duré 4 jours ont vidé la vallée du Khunar de ces 130 000 habitants. Huit jours plus tard, seuls 37 754 survivants réussissaient à se réfugier au Pakistan, parmi lesquels onze blessés graves avaient survécu à ces épreuves.

D'autres mensonges mériteraient d'être relevés. Ainsi, l'*Humanité* expliquait dans les derniers jours de février que les manifestations anti-soviétiques de la mi-février à Kaboul n'avaient pas donné lieu à une répression particulière, «*seuls les étrangers ou contre-révolutionnaires connus ayant été arrêtés*». Mais entraînée dans son désir de louanges envers le gouvernement pro-soviétique, Martine Monod écrivait le 3 mars que «*122 personnes arrêtées après les troubles avaient été libérées*» ; et elle annonçait d'autres libérations tout au long du mois de mars, tout en précisant bien que «*les vrais contre-révolutionnaires seraient châtiés*». Au total, Martine Monod a donc indiqué la réalité de la répression, en signalant plus de 500 libérations...

Il faudrait aussi relever le fait que l'*Humanité*, dans les premières semaines, affirmait sans sourciller que les troupes soviétiques se cantonnaient à la surveillance des frontières. Il s'est aujourd'hui avéré que ce sont les russes qui interviennent directement contre les résistants afghans, dans toutes les régions du pays. La *Pravda* expliquait récemment ces interventions en disant qu'«*une dizaine de ces bandits (entendez résistants) occupant une position stratégique et bien armés peuvent retenir pendant longtemps des forces supérieures en nombre*». Dans l'*Humanité-Dimanche*, Martine Monod, encore elle, racontait aussi combien les civils soviétiques étaient bien accueillis dans la population, au contraire des Français «*qui doivent s'expliquer sur le Tchad et le Centre Afrique*». Comment expliquer alors cette dépêche indienne indiquant que «*des techniciens tchécoslovaques et soviétiques, travaillant à des projets de développement en Afghanistan, ont regagné leur pays en raison de l'insécurité régnant dans certaines provinces*» ?

L'URSS n'est pas intervenue en Afghanistan pour répondre à l'appel du gouvernement. Elle y est intervenue en fonction de ses impératifs propres de superpuissance. Elle n'a pas aidé le peuple afghan à renverser un tyran, puisqu'aussi bien elle soutenait déjà les sanguinaires régimes précédents. Elle ne combat pas par les armes des bandits, ou des réactionnaires à la recherche de leurs privilèges, mais bien des résistants qui luttent pour l'indépendance de leur pays. Elle n'a pas le soutien de la population, puisque des centaines de milliers d'afghans fuient leur pays, tandis que d'autres affirment chaque jour leur opposition à l'occupation. Aucun doute n'est donc possible : se placer du côté des peuples, c'est aujourd'hui condamner l'invasion soviétique en Afghanistan et soutenir ceux qui résistent.

Les troupes soviétiques d'occupation patrouillant dans Kaboul...

